

Comme d'autres juifs pro-Israël, il a une autre inquiétude ces jours-ci: Zohran Mamdani, le très probable futur maire de New York. Crédité d'une large avance dans les sondages en vue de l'élection municipale du 4 novembre, le candidat démocrate-socialiste de 33 ans, révélation de la gauche, deviendrait le premier musulman à décrocher les clefs de la "ville juive". Une partie de la communauté lui reproche notamment sa timidité à condamner l'expression "Mondialisez l'Intifada", vue comme un appel à la violence. Lors d'un débat télévisé pendant la primaire démocrate, il a pris le contre-pied de ses adversaires en indiquant qu'il ne se rendrait pas en Israël en cas de victoire, rompant avec 75 ans de tradition.

Ses déclarations propalestiniennes n'ont pas pour autant entamé son soutien au sein de l'électorat juif. Plusieurs sondages le créditent d'environ 40% d'intentions de vote parmi cette population ancrée à gauche, loin devant l'ex-gouverneur Andrew Cuomo, son principal rival, qui a concentré ses efforts sur la communauté juive orthodoxe de la ville, plus conservatrice.

Fracture des générations

"Zohran" séduit en particulier les jeunes progressistes. Moins connectés que leurs parents à Israël, qu'ils voient comme une force d'oppres-

sion, ils ont notamment participé au mouvement des campements propalestiniens né en 2024 à l'université new-yorkaise Columbia.

"L'establishment juif démocrate a toujours soutenu Israël sans broncher mais, pour les plus jeunes, cela ne va plus de soi", souligne Alice Radosh. À 84 ans, dans son T-shirt bleu "Jews for Zohran", elle participait, fin septembre, à une grande marche propalestinienne entre Times Square et le siège de Nations unies, où Benjamin Netanyahu s'exprimait.

Dans son bureau à Crown Heights, le rabbin orthodoxe Eli Cohen s'est résigné à une victoire de Zohran Mamdani. *"Il s'est montré plus compatissant envers la souffrance du peuple palestinien que les victimes israéliennes. Il n'est pas réellement revenu sur ses propos polémiques et n'a pas fait un sérieux effort pour rassurer les organisations communautaires",* estime le directeur du Crown Heights Central Jewish Community Council, une association qui représente les intérêts de la population locale.

Il se montre toutefois rassurant. *"Juste après le 7-Octobre, il y avait beaucoup d'inquiétude mais nous n'avons pas changé nos vies pour autant, insiste-t-il. Le 6 octobre commence Souccot, une fête juive. Pendant la semaine, à la nuit tombée, nous danserons dans la rue jusqu'à l'aube."*

Depuis plus d'un siècle, la Grosse Pomme était vue comme un refuge pour la population juive persécutée. Loin du nazisme et des pogroms, son identité a façonné la ville.

Négociations

Steve Witkoff au Caire ce mercredi

La délégation américaine dirigée par Steve Witkoff, rejoindra mercredi les pourparlers indirects entre Israël et le Hamas pour un cessez-le-feu à Gaza, a annoncé le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, lors d'une conférence de presse au Caire avec son homologue allemand, Johann Wadephul. Il a précisé que les discussions ont porté sur *"l'importance d'une résolution du Conseil de sécurité pour adopter le plan de Trump"* ainsi que de *"déployer des forces internationales afin de fournir une protection aux Palestiniens et la sécurité pour le côté israélien"*.

"Je crois que cela se passe très bien et je crois que le Hamas a accepté des choses très importantes", a déclaré de son côté le président américain Donald Trump à propos de ces négociations.

Pays médiateur dans le conflit à Gaza, le Qatar a affirmé mardi qu'Israël aurait déjà dû cesser ses opérations militaires dans le territoire palestinien, conformément au plan du président américain. *"Nous attendons les résultats des négociations dans les prochains jours concernant le cessez-le-feu",* a déclaré le ministère qatari des Affaires étrangères.

Le 7-Octobre a été une "réponse historique" à l'occupation israélienne, a déclaré pour sa part Faouzi Barhoum, haut responsable du Hamas, alors qu'Israël marquait le deuxième anniversaire de ces massacres. *"La délégation du mouvement participant aux négociations actuelles en Égypte s'efforce de surmonter tous les obstacles pour parvenir à un accord qui réponde aux aspirations de notre peuple et de nos familles à Gaza",* a encore affirmé M. Barhoum dans une vidéo diffusée sur Al Jazeera. (AFP)

LA JOURNÉE EUROPÉENNE

Le Parlement européen préserve deux opposants de Viktor Orban de la justice hongroise...

"Le Parlement européen a choisi l'État de droit", s'est réjoui l'eurodéputé français David Cormand (Verts) après le vote intervenu ce mardi midi en séance plénière à Strasbourg, qui a acté le refus de lever les immunités de trois de ses collègues poursuivis par la justice hongroise. Deux d'entre eux, Peter Magyar, membre du groupe du Parti populaire européen (PPE, conservateur) et la sociale-démocrate Klara Dobrev, sont des opposants notoires du Premier ministre hongrois Viktor Orban dont le parti – le Fidesz, au pouvoir depuis 2010 – est pour la première fois depuis quinze ans à la traîne dans les sondages. Il est distancé par Tisza, formation dirigée par Peter Magyar, un ancien du Fidesz, qui pourrait remporter les élections de 2026 en Hongrie. *"L'immunité parlementaire vise précisément à protéger les élus contre les persécutions politiques",* rappelait le vert allemand Daniel Freund avant le vote.

... et l'antifasciste italienne Ilaria Salis, sauvée de justesse

Le sort réservé à la militante antifasciste italienne Ilaria Salis, accusée de violences en marge d'un rassemblement néonazi organisé à Budapest en février 2023, est quant à lui resté incertain jusqu'au bout. La non-levée de son immunité s'est jouée à une voix près (306 pour, 305 contre et 17 abstentions). Arrêtée après les faits qui lui sont reprochés, elle était apparue début 2024 devant la justice hongroise enchaînée et les pieds liés avant de passer plus d'un an en détention provisoire. Assignée ensuite à résidence, elle a été élue aux élections européennes de juin 2024 et a rejoint les rangs de la Gauche européenne en attendant le jugement de son procès où 11 ans de prison ont été requis contre elle. L'emblématique figure d'Ilaria Salis a divisé le Parlement européen où, lors de l'annonce du vote, les applaudissements n'ont retenti qu'à gauche de l'hémicycle. À l'extrême droite, l'ambiance était autre et certains ont accusé le PPE de *"soutenir les terroristes d'extrême gauche"*. Membre de la commission des Affaires juridiques au Parlement européen, David Cormand confirme qu'il existait un *"acharnement spécifique"* des groupes de droite et d'extrême droite envers Ilaria Salis dès les votes en commission intervenus le 23 septembre. Là aussi, la position du rapporteur PPE avait été rejetée à une voix près. *"Deux ou trois voix de son groupe se sont déplacées en faveur du maintien de l'immunité",* constate le Français en soulignant que les demandes hongroises ont mis les députés devant une situation inédite: *"Pour la première fois, elles concernent un pays dont il est admis par l'institution tout entière – à savoir l'Union européenne – qu'il ne respecte pas l'État de droit."* Impossible de remettre qui que ce soit aux mains d'un système judiciaire *"vicié"*, estime l'elu vert. Son avis a donc été partagé jusque dans les rangs du PPE, où quelques eurodéputés se sont démarqués de la position de leur groupe à la faveur d'un bulletin secret.

